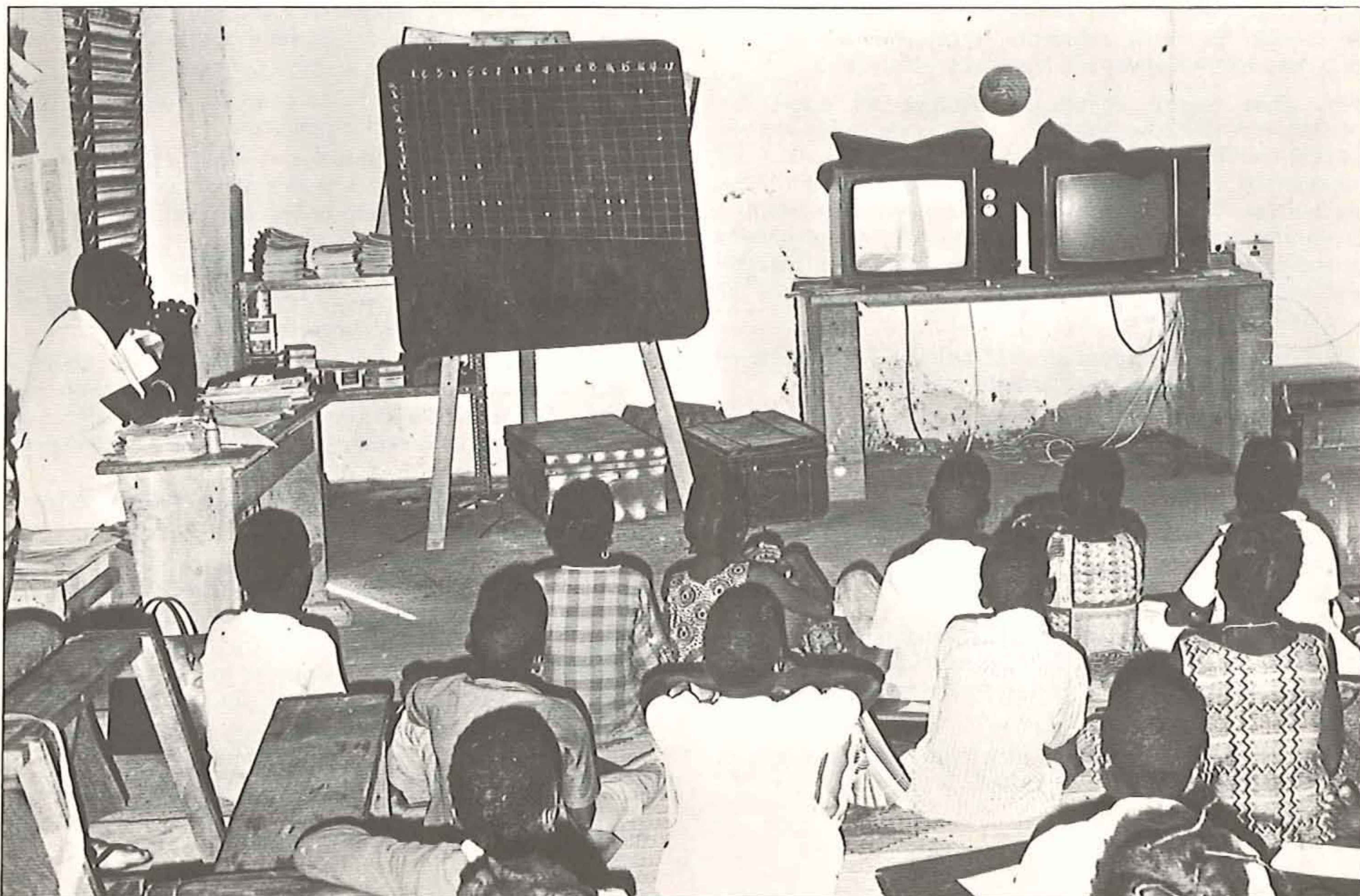


Approfondissements et ouvertures

En visite chez Jean PONS
à la Télévision Scolaire
du NIGER à NIAMEY.

Un reportage
de Roger UEBERSCHLAG



Ce n'est pas parce que nous sommes discrets que nous avons cessé d'exister.

MAKARENKO EN BROUSSE

Au moment de mettre sous presse, R. Ueberschlag nous écrit, à propos de Jean Pons :

«Sa pureté (politique) lui a fait perdre sa place. Puisse ce reportage lui servir de carte de visite en même temps que de testament à ceux qui restent.»

En quoi sommes-nous concernés par cet immense losange (plus d'un million de kilomètres carrés) de sable et de steppes aux trois-quarts désertiques, sans accès à la mer et qui a hérité son nom de son fleuve tutélaire : le NIGER ?

La presse en a parlé en 1973, lors de la grande sécheresse : sol craquelé, carcasses de bétail mort, visages faméliques. Puis, en 1974, quelques lignes pour annoncer que l'armée avait pris le pouvoir pour redresser une situation catastrophique.

Mais la situation de l'enseignement, qui la connaît ? Au lendemain du départ des Français, la scolarisation ne dépassait pas 3 %. Actuellement avec 13 % de scolarisés, le Niger reste en queue de liste des pays africains bien qu'investissant 20 % de son budget dans l'éducation nationale : 140 000 écoliers dans le primaire, 10 000 élèves dans le secondaire, 1 000 étudiants à Niamey et à l'étranger. Pour les lycéens de Niamey, l'année 1976-1977 aura été une année sabbatique : les lycées ont été fermés pour toute l'année pour sanctionner leur indiscipline.

Pour faire démarrer l'enseignement, il est sans doute indispensable de faire décoller le pays, économiquement. L'instruction fait partie des investissements à long terme, en bonne logique capitaliste. Dans l'immédiat, il était beaucoup plus important de négocier avec la France... sur l'uranium. D'un milliard de francs C.F.A. (1 C.F.A. = 0,02 FF), les recettes sont passées à quatre en 1976 et on en attend dix pour cette année. Pourtant, il faudra encore pendant bien des années cultiver et éduquer la masse, avec peu de moyens, refaire le chemin de Makarenko non avec des délinquants mais avec des innocents sur lesquels pèsent des générations de résignation.

Makarenkiste convaincu, Jean Pons a fait connaissance avec les réalités nigériennes dans un décor de pédagogie-fiction. En 1964, a démarré au Niger une expérience de télévision scolaire auréolée de toutes les illusions de l'époque : «Ne valait-il pas mieux écouter un professeur intelligent distant de 100 km qu'un moniteur inexpérimenté, à portée de la main ?» Court-circuitant les écoles normales, cette expérience connut une certaine hostilité dans les milieux enseignants, une certaine méfiance dans les autres. Si ce n'était qu'un gadget de la post-colonisation ? Actuellement, face à la Télévision Scolaire Ivoirienne qui grossit à vue d'œil, la Télévision Scolaire Nigérienne semble régresser. Les 120 classes qui devaient passer à 220 sont restées sur ordre du gouvernement sans extension. On en a conclu un peu rapidement que l'expérience allait s'éteindre sans bruit.

Pas de vedettes, pas de signatures

R.U. — *Tu es de ceux qui ont appartenu à l'équipe de base qui, en 1964, sous la direction de Max Egly ont lancé la télévision scolaire au Niger. La phase expérimentale s'est achevée en 1972 et depuis cette date, la télévision nigérienne est à la recherche d'un rythme de croisière... avec 122 classes. C'est peut-être pour l'Afrique, l'expérience de télévision scolaire la plus longue, en tout cas celle qui a inspiré toutes les autres. Comment se fait-il qu'on en parle de moins en moins ? L'idée d'utiliser la télévision pour faire décoller l'enseignement dans un pays du tiers-monde doit-elle être abandonnée, parce que peu réaliste ?*

Jean PONS. — C'est vrai, nous apprenons de différents points d'Afrique qu'on nous considère comme morts. Or ce n'est pas parce que nous sommes discrets que nous avons cessé d'exister, bien au contraire. Chaque année, nous créons, nous modifions notre télévision, en fonction des besoins de l'éducation dans ce pays. Tu sais sans doute que le Niger est le seul pays au monde à avoir donné la priorité à une télévision éducative. Ici la télévision n'est pas un instrument politique, commercial ou de divertissement. N'est-ce pas une chance extraordinaire que de posséder une télévision sans concession à la médiocrité, aux fadaïses ? Je bondis quand j'entends dire : «*La télévision, ce n'est pas un moyen populaire !*» Mais c'est LE moyen populaire, à condition de bien s'en servir, d'aider le peuple dans sa vie quotidienne au lieu de l'étourdir avec des «variétés».

R.U. — *Ce qui caractérise la Télévision Scolaire Nigérienne, c'est le travail d'équipe qui s'y fait : pas de vedettes, pas de signatures d'émissions...*

Jean PONS. — Oui et cela me gêne beaucoup que tu m'interviewes seul, sans les copains, à cause de la période des vacances. Dis-toi bien et signale-le : une expérience de télévision scolaire ne peut réussir que par un travail d'équipe. Les méga-télé-scolaires, avec 800 à 1 000 agents me font peur à l'échelle d'un pays africain.

R.U. — *L'équipe à laquelle tu fais allusion est celle de l'éducation permanente. Vous vous différenciez de celles qui diffusent l'enseignement général ?*

Jean PONS. — Nous sommes complémentaires plus qu'antagonistes, actuellement. Mais en même temps nous sommes à la charnière des problèmes de la télévision scolaire classique et d'une télévision qui essaierait de s'adapter aux réalités nigériennes. Le problème majeur ici — mais où ne l'est-il pas ? — est celui de la réforme de l'enseignement, d'une réforme adaptée aux réalités nigériennes. Décider des options, c'est l'affaire du gouvernement : quelles méthodes faut-il privilégier ? Quelle place laisser à l'enseignement coranique ? Dans quelles proportions et à quel moment introduire les langues nationales ? Comment résoudre le problème de l'enseignement en milieu nomade ? Nos objectifs sont plus modestes : notre équipe est partie du constat suivant : l'école nigérienne enseigne mais ne forme pas à la vie. A quoi peut bien servir un diplôme, si celui qui le possède ne sait utiliser ses connaissances pour créer, produire, améliorer ses conditions d'existence ? D'ailleurs nous ne sommes pas seuls à penser ainsi. Actuellement, toutes les propositions faites pour rénover l'école nigérienne et lui rendre sa véritable vocation vont dans ce sens : faire de l'enfant nigérien scolarisé, un homme non seulement instruit mais capable d'utiliser son savoir pour produire, améliorer sa propre condition, là-même où il se trouve.

R.U. — *Comme au Sénégal et dans plusieurs pays africains désireux de consolider leur indépendance politique par une autonomie économique, je pense que vous cherchez à affronter le problème du développement en comptant sur vos moyens propres ?*

Jean PONS. — Oui, d'où l'intérêt accordé aux activités manuelles. Je dis bien activités manuelles et non travaux manuels. Les travaux manuels sont une discipline scolaire, avec un programme, une progression technologique. Les activités manuelles sont un champ d'expériences convergentes qui mobilisent l'activité globale des participants.

Pas de programme, pas de progression

Je dis à ceux qui nous le reprochent : «*Pour nous la progression, c'est la motivation du cœur.*»

Les objets que nous proposons doivent servir à quelque chose. Nos émissions comportent toujours un tiers de motivation car nous estimons que si un homme est bien motivé il a les ressources naturelles pour découvrir les moyens pour faire cet objet. Il faut d'abord qu'il en ait envie profondément. A partir de ce moment-là, il ne suffit pas de lui dire : «*Il faut prendre une scie et faire comme cela.*» Je dois m'assurer qu'il possède une scie et au besoin la lui fournir. Quand il la possède, alors seulement, je peux lui dire : «*Une scie, on la tient comme cela.*»

Le premier objet que nous faisons fabriquer est un petit instrument de musique. Tout le monde sait qu'en Afrique, les instruments de musique c'est important. A la télévision, on leur montre ceux qui fonctionnent et ceux qui ne fonctionnent pas. Alors, je vous garantis que la scie, on l'entretient. Tous les apprentissages qui sont autour de cette motivation profonde sont les apprentissages les plus enrichissants.

Pour chaque émission, on étudie les éléments de motivation. Je me souviens, en particulier d'une émission pour laquelle je craignais de me faire flanquer des claques : il s'agissait d'encourager les gens à fabriquer des latrines. Nous avons pris des gens en train de déféquer dans la nature, puis les mouches qui allaient sur la bouche des nourrissons, pas loin de là. On a dit : «*Vous êtes Nigériens et vous admettez cela ?*» Croyez-moi, il s'en est construit des latrines ! Ces images-là personne n'avait auparavant osé les faire...

R.U. — *Comment passez-vous de la pratique à la réflexion, à la théorisation du savoir pratique ?*

Jean PONS. — Toutes nos émissions sont accompagnées de fiches qui détaillent, par exemple, les opérations d'intériorisation, de mémorisation. Vous mémorisez quand vous voyez une chose sur l'écran, quand vous fabriquez la chose, quand vous lisez le dessin de cet objet, quand vous lisez un item, enfin quand vous écrivez à ce sujet. Ces cinq façons de mémoriser, nous y faisons appel pour la préparation de nos émissions. Les maîtres reçoivent une fiche dans laquelle entre pour chaque phase l'item dessiné alternant avec l'item écrit. Nous ne sommes pas loin de l'enseignement programmé, avec cette différence, pourtant, que nous accordons une importance à la reformulation personnelle par les élèves.

R.U. — *Quelle est la fréquence de vos émissions ?*

Jean PONS. — Nous passons sur l'antenne une fois par semaine, le samedi matin. Pourquoi ce jour-là ? Parce que le travail proprement scolaire est terminé et que l'on peut discuter tranquillement de l'émission, programmer la semaine suivante et utiliser le week-end à chercher des matériaux car ceux-ci se trouvent généralement dans la nature.

Mais vous, vous prenez le petit cachet blanc

R.U. — *Vos activités de formation permanente prennent parfois l'allure d'une campagne ; campagne pour les pharmacies scolaires, opération arbres, opérations poulaillers...*

Jean PONS. — Nous n'orchestrons rien. Les demandes viennent de la base. Depuis plusieurs années, les moniteurs des classes les plus éloignées nous demandaient constamment quelques médicaments pour leurs élèves, et pour eux-mêmes. Ils nous disaient : «*C'est très bien, l'hygiène, c'est très bien de nous envoyer à la pharmacie traditionnelle, mais vous, quand vous êtes malades, vous prenez le petit cachet blanc et nous, nous avons un tas de malades qui ne guérissent pas...*»

A la suite d'un premier don de l'Ambassade d'Allemagne, nous avons pu envisager de mettre au point cette nouvelle forme d'intervention. Celle-ci s'est déroulée en plusieurs phases.

1. Un long travail de recherche et de mise au point sur le contenu de cette boîte à pharmacie s'est bien déroulé sous le contrôle et avec l'aide du Docteur Abdou Ibrahim, chef du Service Médical du Département de Niamey. Il était important



Nous n'orchestrons rien, les demandes viennent de la base.

de choisir des médicaments d'un prix peu élevé et d'un emploi facile pouvant couvrir un maximum de petits maux.

2. Mise au point d'une boîte à pharmacie pratique, peu onéreuse et fermant à clef.

3. Mise au point d'un livret d'instruction pouvant donner un maximum d'indications et de conseils pour l'usage de ces médicaments. Ce livret tenait compte du faible niveau de connaissances de nos moniteurs. Pour la mise au point de ce livret nous avons été aidés par des médecins nigériens (Docteurs Abdou Ibrahim, Odile Ferragu, Gérard Astor et Alpha).

4. Commande en gros et conditionnement des médicaments. Achetés en grosse quantité parce que moins chers, il nous a donc fallu compter tous les cachets (70 000) et les conditionner dans des piluliers. Ce travail a été très long et n'a pu se faire qu'en dehors des heures de service.

5. Acheminement de ces médicaments dans les écoles. Celui-ci s'est effectué en deux temps :

a) Nous avons d'abord livré un premier lot de 50 boîtes à pharmacie dans les écoles les plus éloignées d'un quelconque centre médical ;

b) Par la suite nous avons livré des boîtes à pharmacie dans toutes les écoles, au fur et à mesure de leur fabrication. Nous avons formé des moniteurs à l'usage des boîtes à pharmacie de trois façons :

1. Au cours d'émissions d'information ;
2. Avec le livret d'instructions ;
3. Lors des visites des classes.

Après chaque soin, les moniteurs notent dans un cahier de soins :

1. Le nom de la personne soignée ;
2. La maladie ;
3. Les soins donnés ;
4. Si cette personne a été déjà soignée. Si oui pourquoi ;
5. Date de la guérison de la maladie :

a) Avait-il fallu l'envoyer vers un centre médical ?

b) Le malade s'y est-il rendu ?

Chaque vendredi, nous pouvons, au cours de l'émission d'information, donner des conseils supplémentaires.

R.U. — Exercez-vous un contrôle sur les soins ?

Jean PONS. — Nous contrôlons les pharmacies scolaires par deux procédés :

1. Lorsqu'un moniteur nous envoie ses feuilles de cahier de soins, nous les vérifions immédiatement.
2. Nous procédons à un contrôle des boîtes dans la classe même et devant le moniteur, lors de chaque visite.

Lors de ces visites, nous avons été accompagnés par de nombreuses personnes appartenant au service de santé, médecins et infirmières. Chaque fois ces personnes ont contrôlé en même temps que nous et ont prodigué leurs conseils.

Pour l'instant, sur cent vingt classes, nous n'avons trouvé que deux cas où la boîte à pharmacie et le cahier de soins étaient mal tenus.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que cette opération « Boîtes à pharmacie » se déroule bien et il n'est nul besoin d'insister pour comprendre quel soulagement apportent ces simples moyens, mis à la disposition des moniteurs, quand on sait qu'une simple plaie ou un mal aux yeux, peut être dangereux dans un pays où il y a tant de poussière.

Nous devons signaler que nous avons mis en garde les moniteurs contre un emploi abusif des médicaments, et ce afin d'éviter l'accoutumance. Nous avons insisté maintenant qu'ils disposent de moyens d'urgence, pour qu'ils recherchent autour d'eux les moyens traditionnels de soigner, moyens qui ont fait leurs preuves, et, qu'ils apprennent à s'en servir. C'est aussi nous semble-t-il un excellent moyen de connaissance du milieu de vie.

De l'écologie à l'économie

R.U. — Votre expérience suivante a été la mise en place des pépinières...

Jean PONS. — Oui, il y a eu brusquement à travers le monde, le mythe de l'arbre. Pour moi ça été très éclairant pour ce qui est de la pédagogie des adultes. Ce n'est pas lorsqu'un homme commence à se scléroser vers 30 ou 40 ans qu'il faut lui donner la mystique de quelque chose. La mystique doit plonger ses racines dans l'enfance, sinon elle se détériore vite. Voyez par exemple les émissions de la Côte d'Ivoire contre l'exode rural. On la passe aux jeunes gens de 18 à 20 ans, c'est trop tard. Or, pourquoi émigre-t-on ? Simplement parce que lorsqu'on est petit on voit les parents d'un camarade partir avec lui à la ville. Quelque temps après, ce camarade revient au village, un peu mieux habillé. Plus tard, il apparaît moins timide, moins gauche ; se débrouillant mieux. A douze ans, il vient et vous enfonce, c'est un monsieur, puis il vous fauche votre petite amie, plus sensible aux manières de la ville. C'est à ce moment-là que vous vous décidez à prendre le car pour quitter le village. Il faudrait qu'à chaque moment où il y a une force négative, en mettre une autre positive en face et qu'à ce moment-là on propose un choix. J'essaie d'apprendre aux enfants, à travers les activités, à faire des choix qui sont les leurs.

Dans l'histoire de l'arbre, il y a eu des échecs retentissants. Le « Sahel vert » est, en partie, une illusion. Sans doute tout le monde a planté des arbres, les notables en tête, mais personne n'est venu ensuite les arroser. Ici, nous avons agi autrement. Nous nous sommes procuré des arbres au service des Eaux et

Forêts, pendant des années, et nous les avons apportés aux écoles. Au début, ils étaient réservés aux écoles avec interdiction de les distribuer dans le village. Nous avons renouvelé le scénario de Parmentier : privilégier le produit pour le rendre attractif. Les villages maintenant ont passé aux plantations après avoir vu que chaque école télé avait sa petite forêt à proximité (c'est ainsi qu'on les reconnaît).

Actuellement, il n'y a pas moins de 35 000 arbres qui sont entretenus par des enfants qui les considèrent comme leur bien, mais nous nous sommes dit : «*Ce n'est pas suffisant. C'est nous qui leur apportons les arbres. Il faudrait que les enfants eux-mêmes puissent dominer tout le processus, en partant des graines.*»

Nous aurions aimé aller plus loin dans cette initiation économique. Il y avait une coupe de bois à prévoir car les arbres avaient 10 à 15 mètres de haut. J'ai proposé qu'on organise cette coupe comme dans mon Jura natal : réunir les paysans avec les agents des Eaux et Forêts, apprendre au premier à tailler les arbres pour qu'ils repoussent, vendre le bois et donner l'argent au village. Les enfants auraient ainsi montré ce que rapporte un peu d'eau portée à chaque arbre le matin, chaque élève ayant «ses» arbres. Ceci pendant quatre ans. Leur donner l'argent de la vente, c'était leur payer les impôts. Les autorités s'y sont opposées : faire fonctionner une vraie coopérative scolaire c'était trop délicat. Alors on s'est contenté de répartir le bois entre les villageois. La prise de conscience n'a pas été la même. Si les gens avaient su que des gosses mettant un peu d'eau au pied d'un arbre avaient enrichi la communauté de 150 000 C.F.A. (3 000 F) on aurait vu pousser des arbres tout seuls ! On nous a dit : pas d'économie politique ! vous êtes en primaire, n'allez pas plus loin...

Fonder l'école sur l'espace vital

R.U. — *Nous voici très loin de l'éducation manuelle et artistique...*

Jean PONS. — Je pense qu'il faut d'abord satisfaire les besoins élémentaires qui sont de se nourrir, de se vêtir, de se soigner. Lorsqu'on a assuré ceux-ci, on peut danser.

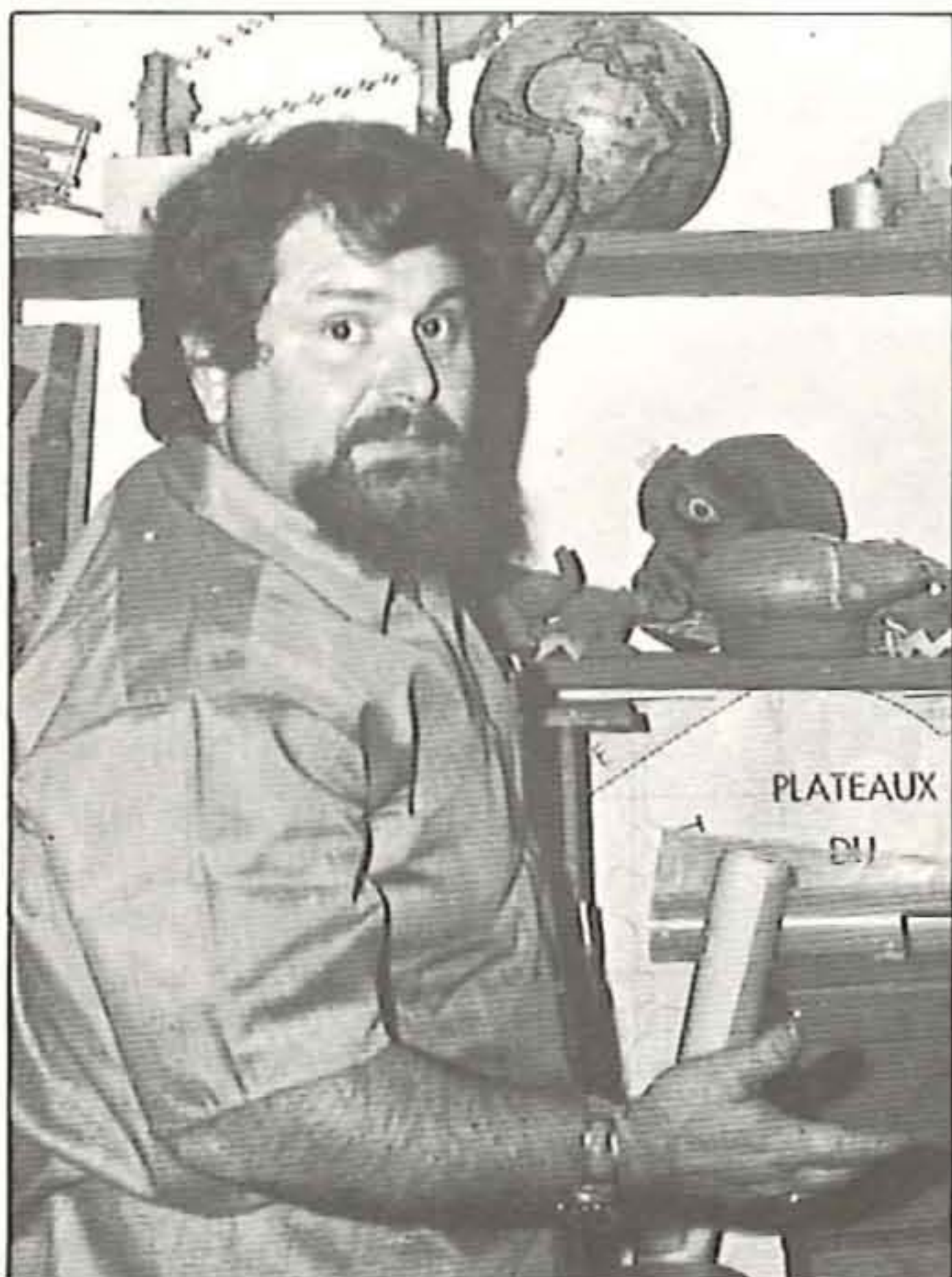
J'ai vu partir d'ici des émissions où l'on proposait aux classes de faire de la peinture et de la danse alors que les moniteurs nous signalaient que les enfants avaient le ventre gros des affamés. Apprenez-leur à être réellement indépendants, à subvenir à leurs besoins. Après il y aura de la place pour l'art.

Est-ce enfermer les enfants dans de simples pratiques de survie ? Nullement. On peut faire de la pédagogie en partant de tous les événements de la vie quotidienne : des mathématiques, en installant un jardin, du français en partant des réalisations quotidiennes, en les explicitant, en les écrivant. Ce que je voudrais, c'est une petite ferme dans chaque école mais alors il faudrait transformer les emplois du temps. Le jardin ne devrait pas être un jardin expérimental mais un jardin de production qui devrait occuper la moitié de la journée. Il faut fonder l'école sur tout l'espace vital qui l'entoure : les enfants qui ne vont plus à l'école, les femmes qui vont tirer l'eau pour les gosses. L'école devrait être la base de tous les démarrages qui vont faire progresser le village économiquement, socialement, et sur le plan culturel.

L'attraction de la ville ? Ça n'existe pas. Il y a l'attraction du gain. Tant que le planton de Niamey gagnera en un mois ce que le paysan gagne en un an, on ne pourra pas enrayer l'exode. Kroutchev n'a-t-il pas dit : «*Nos ingénieurs préfèrent être concierges à Moscou, qu'ingénieurs en Sibérie, parce que le concierge à Moscou se fait plus d'argent et achète plus aisément ce qui lui est nécessaire.*» Or, on ne connaît que les bienfaits de la ville, jamais on n'insiste sur les difficultés de la vie urbaine et même celui qui en a beaucoup souffert et qui rend visite à son village, raconte des mensonges. N'arrivent au village que des nouvelles erronées d'une ville mythique. Nous avons avec la télévision un vecteur extraordinaire pour démythifier la ville mais qui osera le faire ? Et pourtant ce serait une opération utile que de leur montrer qu'à la campagne, ce qu'ils perdent en gain, ils le récupèrent en qualité de vie.

Le sous-développement n'existe pas. C'est une notion qu'on entretient et dont toutes les structures sont soutenues par les nationaux et par les occidentaux. Pour que quelques-uns se sentent privilégiés et heureux, il faut qu'il y ait des sous-développés. Le privilège n'existe que si 100 000 seulement dans le pays peuvent s'alimenter normalement. On ira au besoin jusqu'à 110 000 pour tenir compte de l'accroissement inévitable des notables. Mais tous les autres, il faut qu'ils aient la vie dure sans quoi le privilège disparaît. Nous travaillons donc avec l'enseignement de masse, à contre-courant des pesanteurs sociologiques. On veut bien permettre aux enfants pauvres de bénéficier d'une instruction gratuite, mais les places resteront pour les gosses de riches. Cette illusion entretenue — pas seulement en Afrique — est sans doute le crime contre l'enfance. Les jeunes ne seront plus chez eux ni en ville, ni au village. Ils sont condamnés au déracinement. Leur ouvrir les yeux, préparer leur insertion dans un village non avec résignation, mais avec une fierté justifiée, c'est ce que nous tentons comme le tentent les protagonistes de l'enseignement moyen pratiqué au Sénégal.

Le sous-développement n'existe pas, c'est une notion qu'on entretient (Jean Pons).



N'arrivent au village que les nouvelles erronées d'une ville mythique.



Il ne faut jamais copier une pédagogie

R.U. — *Je me demande si tu n'appliques pas la pédagogie Freinet, sans t'en rendre compte.*

Jean PONS. — Non, moi, je suis un makarenkiste. J'ai fait un stage d'un an consacré à ses théories pédagogiques — je suis un ancien des Francs-camarades —. J'adhère profondément au «Poème pédagogique» et puise mon énergie chez Makarenko qui travaillait en milieu défavorisé. Face à Makarenko, Freinet m'apparaît comme le chef de file d'un enseignement de privilégiés. Il faut un instituteur d'une qualité fantastique pour récupérer chaque instant pédagogique et l'exploiter dans une classe assez correctement équipée. Ce n'est pas le cas ici. Nous avons à faire à des moniteurs qui ont à peine le brevet, n'ont jamais enseigné et qui se trouvent dans des conditions impossibles. De plus, le calendrier des émissions les oblige à faire tous les mêmes choses, au même moment, alors qu'en pédagogie Freinet l'initiative de la programmation revient au maître et parfois même aux élèves. **C'est une pédagogie élitiste.** Ici nous sommes obligés de faire une pédagogie de masse. Pour former un enseignant Freinet, il faudrait des années d'une action à contre-courant de la pédagogie actuelle. Nous, on nous donne huit jours pour armer un jeune moniteur pour la brousse. Il faut leur donner une pédagogie qui s'adapte à leur situation, exactement ce que proposait Makarenko.

R.U. — *Je crois que dans ton esprit la pédagogie Freinet se confond avec les réalisations très particulières et d'un*

haut niveau de l'école Freinet. Or, les techniques Freinet ont pénétré, mieux que d'autres, les milieux déshérités: les classes de perfectionnement, les classes pratiques, les cours d'alphabétisation. Est-ce si difficile de recueillir l'expression spontanée des enfants et des adultes et de l'exploiter pour un travail sur la langue parlée et écrite motivé par la communication ?

Jean PONS. — Oui, mais ces enfants et ces adultes vont s'exprimer à des moments différents et par des moyens différents et il faudra un maître très qualifié pour harmoniser et ordonner ces interventions en vue d'une certaine cohérence. Il doit avoir dans la tête un cadre de programme dans lequel vont s'inscrire dans un ordre imprévu des notions à acquérir. Rien de pareil ici où prévoir exige un niveau intellectuel supérieur. C'est pourquoi les moniteurs ont besoin d'un enseignement structuré, régulier, progressif, et nous essayons par la télévision de leur donner ces qualités. Je ne prétends pas que notre méthode n'ait point d'inconvénients. Ainsi la motivation sera parfois provoquée artificiellement. Une émission sur le «beau métier de berger» peut arriver un jour où les vaches ont détruit le potager de l'école et soulever les élèves contre le berger négligent ! Je crois qu'il ne faut jamais copier une pédagogie. Il faut prendre dans l'ensemble des pédagogies ce qui peut le mieux vous aider à en créer une. Il faut la créer à partir du lieu et des données. Souvent j'ai pris les bouquins — comme celui de l'U.N.E.S.C.O. sur les sciences — mais j'ai dû les jeter rapidement. Une des rares expériences que j'aurais pu monter avec ce livre c'était un osmomètre. Il fallait un œuf — ça se trouve dans la nature — et un tube capillaire ; mais là, j'étais bloqué, car des tubes capillaires en brousse, inutile d'en chercher !...

Nous sommes obligés de faire une pédagogie de masse.



Face à Makarenko, Freinet m'apparaît comme le chef de file d'un enseignement de privilégiés.

